

Unité interdépartementale Loire Haute-Loire  
2 avenue Grüner  
Allée C  
42 000 Saint-Étienne

Saint-Étienne, le 20 décembre 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 29/11/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **DESCAMPS SA – DEPARTEMENT JALLA**

rue du 11 novembre  
42630 Régný

Références : UID4243-DSSP-023-0466  
Code AIOT : 0006103372

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/11/2023 dans l'établissement DESCAMPS SA – DEPARTEMENT JALLA implanté rue du 11 novembre, 42 630 Régný. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite avait pour objectif de constater le démarrage des travaux de dépollution et d'évacuation des boues qui conditionne l'arrêté préfectoral d'astreinte financière.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- DESCAMPS SA - DEPARTEMENT JALLA
- rue du 11 novembre, 42 630 Régný
- Code AIOT : 0006103372
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Ce site, qui était dédié à la fabrication de textiles depuis plus d'un siècle, dont le linge de toilette en tissus éponge, a vu son activité décliner depuis les années 2000 jusqu'à sa cessation d'activité déclarée en 2013.

### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Suivi des travaux de dépollution et de la gestion des déchets

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	gestion des déchets	AP de Mise en Demeure du 08/04/2022, article 1	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	démarrage des travaux	AP de Mise en Demeure du 08/04/2022, article 1	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a démarré les travaux de dépollution et d'évacuation. Ceux-ci devraient se terminer en janvier 2024.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : gestion des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 08/04/2022, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, mise en sécurité
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Prescription contrôlée :  La société Descamps est mise en demeure de respecter, sous un délai de 4 mois, les prescriptions de l'article R512-39-1 du Code de l'environnement :</p> <p>R512-39-1 :  Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.</p> <p>II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment :</p> <p>1° L'évacuation des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, gestion des déchets présents sur le site ;</p> <p>2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ;</p>

<p>3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;</p> <p>4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement.</p> <p>III.-En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R. 512-39-2 et R. 512-39-3.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite du site, il a été constaté que les boues de la station de traitement étaient en cours d'évacuation.</p> <p>Cette évacuation s'effectue par le percement de la dalle du bâtiment. Une pelle mécanique a été descendue directement dans les bassins de l'ancienne station de traitement.</p> <p>Ces boues, une fois excavées sont déposées sur une dalle du même bâtiment et mélangées à de la sciure de bois pour atteindre la siccité nécessaire au transport.</p> <p><b>Demande de l'inspection : l'exploitant transmettra les résultats de la caractérisation des boues et justifiera du caractère dangereux ou non de celles-ci.</b></p> <p>Lors de la visite terrain, il a été constaté que les boues dans les bassins de traitement étaient recouvertes de sables mais que leur couleur noire était bien visible et que certains bords de fouilles semblaient encore contenir des boues.</p> <p><b>Demande de l'inspection : L'exploitant s'appuiera sur ces indices organoleptiques pour évacuer la totalité des boues des bassins.</b></p> <p>Enfin, il est constaté que des équipements, ancienne cuve de stockage d'hydrocarbure et équipements liés à l'exploitation de la chaufferie sont toujours présents sur site et que leur inertage ou leur enlèvement fait également partie des travaux de mise en sécurité.</p> <p><b>Demande de l'inspection : l'exploitant réalisera des sondages de sols au droit des équipements ayant contenu des hydrocarbures une fois ceux-ci enlevés. En cas de découverte d'une pollution dans les sols, il réalisera un diagnostic complémentaire afin de déterminer l'étendue de celle-ci.</b></p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites</p>

## N° 2 : démarrage des travaux

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 08/04/2022, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, sites et sols pollués
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La société Descamps est mise en demeure de respecter sous un délai de 4 mois, les prescriptions de l'arrêté du 5 septembre 2018 susvisé relatif à la cessation d'activité du site (surveillance des eaux souterraines, identification de l'impact et mesure de gestion).</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Depuis l'arrêté qui proposait une astreinte financière afin de faire respecter cette disposition, l'exploitant a transmis les résultats de 4 campagnes de surveillance des eaux souterraines réalisées en novembre 2022, février, mai et août 2023 :</p> <p>Les résultats ont mis en évidence une anomalie en solvants chlorés (principalement TCE) au droit des ouvrages Pz5 avec une concentration maximale mesurée de (11 000 µg/l) et Pz8 (280 µg/l) en</p>

novembre 2022 et l'absence de COHV au droit des 6 autres ouvrages, notamment au droit du nouveau piézomètre installé Pz12 ;

Au droit de Pz5, la teneur en COHV mesurée en 2022 est environ 10 fois supérieure à celle mesurée en 2016. La concentration en COHV sur Pz8 reste quant à elle relativement stable.

Pour les autres ouvrages, les teneurs mesurées en 2022 sont du même ordre de grandeur que les teneurs mesurées en 2016.

Ainsi l'anomalie en COHV reste localisée au droit de ces ouvrages, aucun transfert significatif n'est constaté vers l'aval hydraulique (et donc la rivière). Il n'est pas, non plus, constaté d'atténuation naturelle des solvants chlorés dans la nappe.

**demande de l'inspection : Au regard des résultats reproductibles des différentes campagnes, l'exploitant pourra demander une adaptation de la surveillance de la nappe après sa 8<sup>e</sup> campagne.**

Lors de la visite de terrain de mai 2023, il avait été constaté que le bureau d'étude recherchait la présence de ces COHV dans les sols à travers la réalisation de mesures sur des PID portatifs ou des cannes gaz. Des diagnostics complémentaires ont été réalisés sur la zone des anciens transformateurs.

L'exploitant a transmis un diagnostic complémentaire avec des investigations sur les sols et les gaz des sols. Ce diagnostic conclut qu'aucune source sol n'a été identifiée à ce stade au droit du site, néanmoins des concentrations significatives dans les eaux sont présentes sur une zone limitée (Pz5/Pz8) dont l'origine n'a pas été identifiée.

Concernant les gaz des sols, les hydrocarbures aromatiques et aliphatiques sont quantifiés mais leur origine dans les sols ou la nappe n'est pas identifiée. Les COHV sont également quantifiés.

Bien que l'exploitant n'est pas transmis d'ARR, les données brutes ne semblent pas mettre en évidence d'incompatibilité sanitaire avec un usage industriel.

**Type de suites proposées : Sans suite**